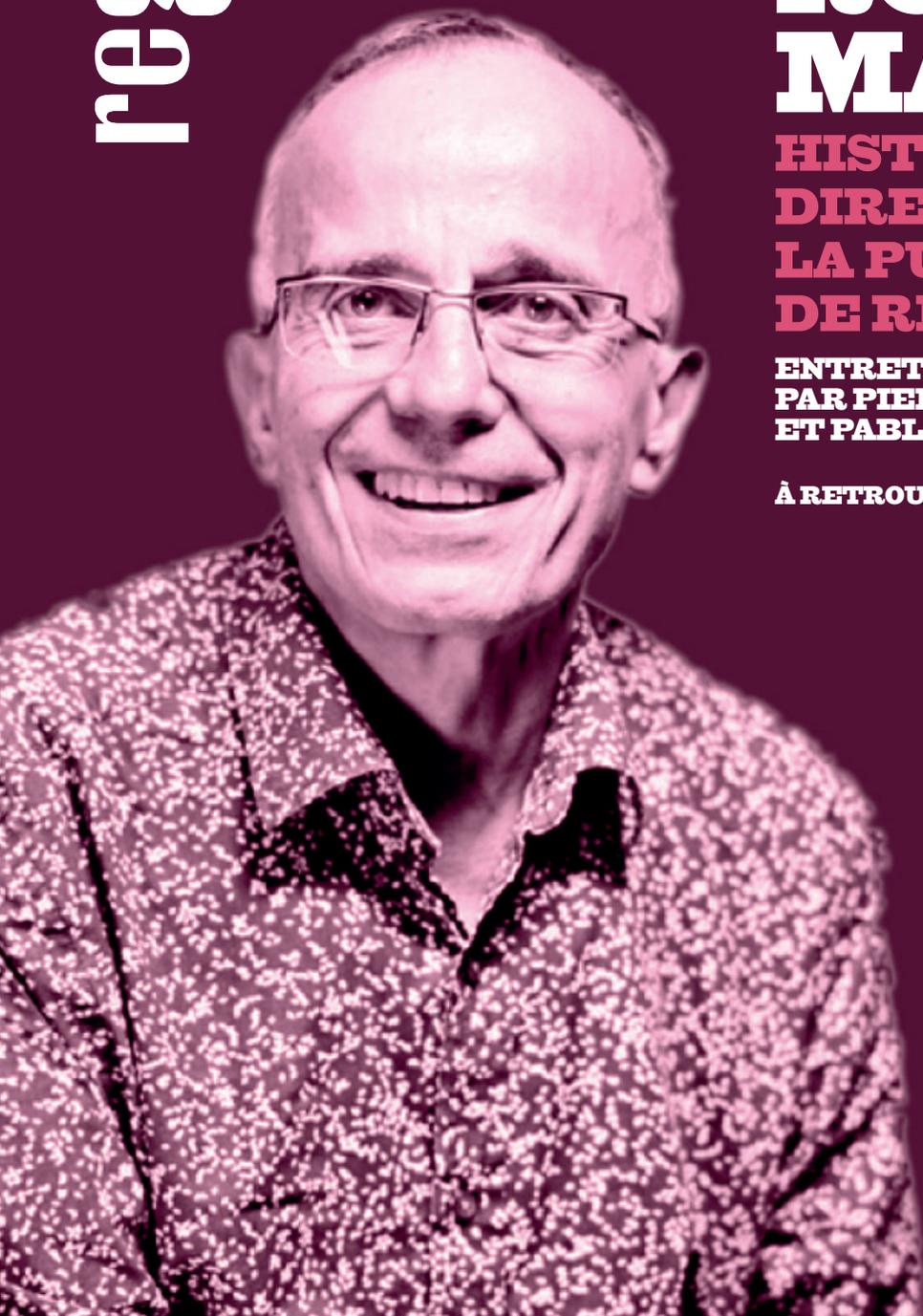


regards



#LELONGREGARDS

ROGER MARTELLI

HISTORIEN,
DIRECTEUR DE
LA PUBLICATION
DE REGARDS

ENTRETIEN RÉALISÉ
PAR PIERRE JACQUEMAIN
ET PABLO PILLAUD VIVIEN

À RETROUVER SUR [YOUTUBE](#)

Quel héritage le mouvement ouvrier a-t-il laissé aux mouvements sociaux actuels ? De quoi les gilets jaunes et le mouvement contre la réforme des retraites sont-ils le nom ? Quelles perspectives aux luttes d'hier et d'aujourd'hui ? Roger Martelli, historien et directeur de la publication de *Regards*, est le cinquième invité de notre série #LeLongRegards.



Avant de revenir sur l'histoire du mouvement ouvrier et de faire un bond dans l'actualité chaude des mobilisations sociales que traverse notre pays, pourquoi c'est important de remettre l'histoire au cœur de l'actualité, peut-être pour comprendre ce que l'on vit - la crise sociale que l'on connaît - et peut-être même nous enseigner, voire nous conseiller sur ce qu'il faut faire ou ne pas faire ? L'histoire ne se répète pas mais il y a quelques ressemblances qu'il est bon de souligner parfois, non ?

ROGER MARTELLI. Le regard sur l'histoire est un regard nécessaire mais c'est un regard compliqué. C'est particulièrement compliqué quand on se pose la question des ressemblances et des différences entre des mouvements sociaux. C'est compliqué parce qu'on se trouve aujourd'hui dans une période de transition. On est sorti d'un état ancien mais on ne sait pas dans quelle direction on va aller. On sait d'où on vient : on vient du mouvement ouvrier. Tous les grands mouvements sociaux qui ont marqué l'imaginaire français, relevaient de la grande séquence du mouvement ouvrier. En ce temps-là, les choses étaient relativement simples à décrypter. On était

« On est sorti d'un état ancien mais on ne sait pas dans quelle direction on va aller. On sait d'où on vient : on vient du mouvement ouvrier. »

dans des sociétés où la production et l'activité industrielles devenaient l'activité dominante à l'échelle de l'ensemble des économies occidentales. C'était une période, cette période d'expansion du mouvement ouvrier, où les catégories populaires avaient un group central. Ce groupe central, c'était le groupe ouvrier c'est-à-dire un groupe divers. Il ne faut pas s'imaginer que le groupe ouvrier était un groupe homogène. C'était un groupe qui présentait un double caractère. Jusqu'en 1975, c'était un groupe en expansion c'est-à-dire que le nombre d'ouvriers augmentait. Et d'autre part, pendant un longue période d'un siècle et demi, c'est un groupe qui peu à peu tend à s'unifier. Je ne dis pas s'homogénéiser mais à s'unifier par le fait qu'il conquiert des statuts et qu'il conquiert des pages de redistribution de biens et de services qui atténuent les effets de la misère et de la pauvreté.

C'est cette unification-là qui permet au mouvement ouvrier de peser sur les choix de société ?

ROGER MARTELLI. Dans cette période le mouvement fonctionne sur un schéma simple : premier temps, les ouvriers sont dispersés mais leur communauté d'exploitation et de subordination nourrit leur sentiment d'appartenir à une réalité commune, de constituer un groupe commun. À partir de cette conscience de leur communauté, ils deviennent par leur lutte – et notamment leur lutte revendicative – ce qu'on appelle une multitude c'est-à-dire que l'on passe des ouvriers dispersés à une masse agissante. Et le troisième temps de cette construction se fait par le biais de l'activité politique : ils se constituent en peuple politique capable d'agir à l'échelle de la société pour infléchir la société dans une direction plutôt qu'une autre.

Est-ce que l'on peut dire que le mouvement ouvrier a pris le pouvoir ?

ROGER MARTELLI. Non. Le mouvement ouvrier n'a jamais pris le pouvoir. Il est toujours resté subordonné. Selon les

« c'était une période où le mouvement ouvrier marchait de façon parallèle avec la gauche politique »

périodes, il a été en état de peser sur l'ordre des choses ou au contraire il a été en position de devoir enregistrer une évolution qui lui échappait totalement. Mais pendant une longue période, notamment au XX^{ème} siècle, ce mouvement a pu peser. Je rajoute une dernière caractéristique qui nous éloigne du temps actuel : c'était une période où le mouvement ouvrier marchait de façon parallèle avec la gauche politique. Les deux mouvements ne se confondaient pas, ils existaient de manière parallèle, ils ne convergèrent pas toujours mais ils allaient dans la même direction. Et si on accumule toutes ces données : poids de l'industrie, groupe social en expansion, capable de se constituer en mouvement et en peuple pouvant peser sur l'ordre des choses et concomitance du cheminement

du mouvement de la gauche, on comprend tout de suite qu'aujourd'hui, qu'on n'est pas dans la même période. Ce qu'il faut chercher à comprendre c'est : qu'est-ce qui fait que le mouvement ouvrier a eu le poids qui a été le sien de peser sur l'ordre des choses et qu'est-ce qui fait peut-être que par la suite il a perdu cette capacité.

Est-ce que le mouvement ouvrier existe encore aujourd'hui ?

ROGER MARTELLI. Je pense qu'il existe mais avant d'en arriver à ça, je pense qu'il faut creuser cette histoire : qu'est-ce qui fait que le mouvement ouvrier a eu cette importance. C'est décisif à la fois pour comprendre ce qui est advenu de ce mouvement – qui n'a pas disparu mais qui s'est affaibli – mais aussi pour réfléchir sur le contemporain de manière originale. La force du mouvement ouvrier tenait à plein de choses : la première c'est la plus simple, c'est la proximité du quotidien. Les ouvriers se retrouvaient relégués dans des territoires particuliers et d'autre part, de plus en plus concentrés dans de grosses unités de travail, la fabrique et l'usine. Cette proximité est la base de la conscience de constituer un groupe : eux qui s'oppose au nous des exploitants et des

patrons. D'autre part, il y a la conscience du nombre : ces ouvriers ont conscience, parce que la société en a conscience, du fait qu'ils sont un groupe en expansion ce qui fait que la question sociale se réduit à la question ouvrière. Cette question du nombre, c'est la conscience de former une masse qui peut compter. A cela s'ajoute un troisième élément que l'on oublie souvent : c'est le fait que l'histoire ouvrière c'est la longue histoire de la constitution d'organisations et d'institutions ouvrières. Des mutuelles, des syndicats, des associations et des organisations politiques. C'est un paradoxe de l'histoire : le fait que les ouvriers sont relégués dans la société, ils ont tendance à se construire eux-mêmes une panoplie d'organisations. Il y a quelque chose à ce moment-là qui se retourne contre le mouvement ouvrier qui est que cette création d'une multitude d'organisations et d'institutions ouvrières, fait qu'il se trouve que le mouvement ouvrier est en état de dépasser ce qui dans la société bourgeoise et capitaliste est la séparation de champs : le social, le politique, le culturel. D'une certaine manière, dans le mouvement ouvrier, il y a de l'articulation.

Est-ce qu'il n'y a pas dans la force du mouvement ouvrier, ce que l'on peut ap-

perer la puissance de son imaginaire, du récit et des perspectives...

ROGER MARTELLI. Evidemment qu'il y a cette dimension qu'on ne peut pas négliger : c'est le fait qu'en France, et pas seulement en France, le dynamisme du mouvement ouvrier a tenu au fait qu'il a toujours été adossé à des représentations optimistes du mouvement de la société. Et notamment à cette idée qu'il est possible de penser une société dans laquelle les individus sont libres et égaux. Une société dans laquelle il n'y aurait pas ni exploitation ni aliénation. En France, ça se nourrit du fait que la tradition révolutionnaire est structurante dans l'espace social et politique. Cette représentation optimiste s'adosse à la tradition qui sous la Révolution française a été celle de l'égalité sainte des sans-culottes : le thème égalitaire. Et au 19^{ème} siècle, c'est le grand mythe de la sociale soit pour dire la République sociale soit la République démocratique et sociale. Tout le mouvement ouvrier est adossé à ce type de représentation. Et je pense que ça vaut le coup d'être retenu pour aujourd'hui. Ce qui est la caractéristique du mouvement ouvrier en général mais tout particulièrement du mouvement ouvrier français c'est que c'est un mouvement qui ne se construit pas d'abord

contre un groupe, une classe, une caste, une élite mais qui se construit contre un système qui produit la séparation entre les classes : les dominants/les dominés, les exploitants/les exploités, le haut/le bas, le peuple/l'élite. Il se construit donc contre un système avec d'autant plus de force qu'il est persuadé par le mythe projectif de la sociale qu'il est possible de construire une société qui ne fonctionne pas sur le registre de la séparation des classes et de l'opposition du haut et du bas. C'est une tradition forte du mouvement ouvrier qui fait que le mouvement ouvrier français n'a pas été touché par ce qui s'est appelé en Russie ou en Amérique au 19^{ème} siècle, le populisme.

À défaut de mouvement ouvrier structuré aujourd'hui, quel pourrait être le dénominateur commun qui pourrait unifier les catégories populaires ? Qu'est-ce qui participe de la construction d'une conscience de classe ?

ROGER MARTELLI. Encore faut-il comprendre ce qui a changé dans la situation actuelle. On ne peut pas penser la dynamique sociale et la dynamique de critique systémique du système dans les mêmes termes que dans le passé. Je pense qu'il faut partir de l'idée qu'on est

toujours dans un système qui est structuré par le capitalisme. Contrairement à ce que l'on a pu dire parfois, la société d'aujourd'hui n'est pas moins capitaliste que la société du 19^{ème} siècle. Mais elle ne l'est pas de la même manière. Au 19^{ème} siècle, le capitalisme s'est beaucoup structuré sur une base nationale. Et il s'est mondialisé. Il était avant tout industriel et il s'est financiarisé. Il s'est coulé dans ce qu'on appelle la révolution numérique et informationnelle. De ce fait, ça change tout parce que ça se traduit par le repli des bases industrielles et le glissement vers des activités

« On ne peut pas penser la dynamique sociale et la dynamique de critique systémique du système dans les mêmes termes que dans le passé. »

« le fait que ce capitalisme, dans un cadre mondialisé, est de plus en plus libéral et ultralibéral ce qui se traduit par le recul des formes de régulation étatique »

de service. Ça s'articule avec le fait que ce capitalisme, dans un cadre mondialisé, est de plus en plus libéral et ultralibéral ce qui se traduit par le recul des formes de régulation étatique, des compromis qui avaient été passés au 20ème siècle entre l'Etat et le capitalisme et que cela se traduit par la disparition progressive des statuts et l'essoufflement des formes de redistribution. La difficulté, pour penser la lutte sociale et l'alternative aujourd'hui, c'est qu'on est dans un capitalisme qui est plus polarisé que jamais mais qui ne s'est pas simplifié. La polarité devient complexe. La polarité aujourd'hui n'oppose pas simplement, comme c'était le cas à la fin du 19ème siècle un centre et une périphérie, elle n'oppose pas, comma ça a été le cas dans une grande partie du 20ème siècle, un nord et un sud, mais il y a du centre et de la périphérie, du nord et du sud partout, il y a des centres, des périphériques, des nord et des sud. On se retrouve dans une période qui se caractérise doublement : du côté des classes dominés, la casse des statuts et le tarissement de formes de redistribution, a provoqué petit

à petit l'éclatement de la classe. La classe qui tendait à s'unifier au 19ème et au 20ème siècle, à partir de la fin du 20ème siècle se fractionne et se divise. Les catégories populaires qui avaient un groupe central unifié, avec notamment la montée du salariat, se trouve aujourd'hui éclaté. Autrefois, c'était simple : la lutte des classes opposait le patron de l'ouvrier. Aujourd'hui avec le capitalisme, la propriété se dissout dans l'actionnariat et se fractionne dans l'actionnariat. Ce qui devient difficile, c'est de désigner ce à qui s'adresser pour répondre aux maux qui touchent la société. Et quand on ne sait plus ce qui produit les difficultés de la société ; quand s'atténue le fait que ce qui produit les maux dont sont victimes les catégories populaires, ça n'est pas l'action d'un homme ou d'un groupe d'hommes, ou la configuration de classe, de caste mais un système. Quand cette perception disparaît, on va avoir tendance à essayer de trouver des solutions simples, de désigner un responsable simple : la caste, l'élite. Quand par ailleurs, ce qui est le cas avec la mondialisation et l'extension de la marchandise à toutes

les sphères de la société, dès l'instant où tout est marché, la concurrence se fait à l'intérieur même du monde du travail et des individus. Tous peuvent être concurrents : ça peut être le plus pauvre, l'étranger, l'immigré, etc. On est dans une période qui est caractérisée par le fait que l'on voit revenir ce que l'on peut appeler le bouc émissaire. Avec cette différence que le bouc émissaire est flottant : ça peut être le voisin, le travailleur étranger, l'Islam ou l'immigré. Le bouc émissaire revient sur le devant de la scène et ça casse de façon radicale ce qui était des ressorts autrefois du mouvement ouvrier. Et ce qui fait qu'on se trouve aujourd'hui dans une période dans laquelle ce qui donnait le dynamisme du mouvement ouvrier, s'érodant, ce mouvement ouvrier lui-même se trouve affaiblit. Le mouvement ouvrier ne disparaît pas et nous le voyons aujourd'hui avec mouvement contre les retraites. Le mouvement ouvrier n disparaît pas mais ce qui est fini sans doute, c'est la centralité du mouvement ouvrier. Il y a de la combattivité mais cette combattivité ne passe plus exclusivement par le mouvement ouvrier

Qu'est-ce qui a rendu possible des événements comme mai 68 ou plus tardivement comme 1995 contre la réforme des retraites et de la sécurité sociale ? C'était des mouvements ouvriers selon vous ? Qu'est-ce qu'on appelle mouvement ouvrier finalement ?

ROGER MARTELLI. Le mouvement ouvrier n'est plus la figure centrale de la critique systémique du capitaliste et de la société bourgeoise. Il y a d'autres formes de conflictualité qui se sont installées. Le dernier grand mouvement, propre au mouvement ouvrier, c'est 68. C'ets un moment dans lequel, la grève ouvrière est au cœur de la grève salariale, elle était le fil conducteur du mouvement de ce qui a été la plus grande grève de l'histoire de la France, voire du monde. Ce qui servait de point de mire c'était l'ouvrier. « Quand Renault éternue, la France s'enrhume ». Il faut distinguer le moment 68 et les années 68 – c'est-à-dire la phase de montée de ce que l'historien Hervé Vignat a appelé « la période de l'insubordination ouvrière ». Ça correspond aux années qui vont de 68 jusqu'à 81. Dans cette période, ce qui est intéressant, c'est de voir qu'à côté de la poursuite du mouvement classique – autour des syndicats, des ouvriers, des employés – on

voit monter une série de mouvements différents. C'est ce que le sociologue Alain Touraine a appelé dans les années 70 « les nouveaux mouvement sociaux » : l'écologie politique, les mouvements autogestionnaires, le féminisme, etc. Dans les années 90, on voit monter les combats dits sociétaux : contre les discriminations, le mouvement des cent, les mouvements pour la liberté sexuelle, la question du SIDA, etc. Au début des années 2000, on a eu l'altermondialisme qui se dressait contre cette perversion de la mondialité qui est la mondialisation du capital : la lutte contre le consensus ultralibéral de Washington. Et depuis les années 2010, on a un nouveau cycle de lutte qui s'est amorcé sur les places de Tunis et du Caire et qui déborde le mouvement des places : c'est le développement des formes de contestation avec les phénomènes de désobéissance civile, les manifestations massives contre les Etats corrompus...

Qu'est-ce qui différencie ces nouveaux mouvements de ceux du mouvement ouvrier, c'est le profil de ceux qui luttent, principalement ?

ROGER MARTELLI. Il y a le profil de ceux qui luttent parce qu'en règle générale, ces mouvements sont plutôt à l'image

de ce que sont devenues les catégories populaires. Ce qui les unifie, c'est leur domination, leur aliénation à l'intérieur du système mais qui prend des formes et des statuts extrêmement différents. Dans ces mouvements, il y a à la fois quelque chose qui continue l'ancien – la même attention à l'égalité, la critique des systèmes aliénants, la critique de l'injustice fiscale, le désir d'une démocratie plus directe – mais il y a aussi des éléments nouveaux avec une attention plus grande à l'autonomie de l'individu, aux discriminations et au mépris de groupe fragiles, dominés et rejetés. Mais c'est aussi, parce qu'on est dans une phase de crise politique, la méfiance de tout ce qui apparaît comme une institution. L'institution c'est à la fois des gouvernements, éventuellement des élus, mais c'est aussi des syndicats et des partis qui apparaissent comme faisant partie des institutions : c'est le monde du eux et pas le monde du nous. On entre là dans une phase nouvelle et plus complexe qu'à l'époque où le mouvement ouvrier structurait la dynamique de la contestation sociale.

REGARDS. Avant le mouvement de grève et des mobilisations sociales contre la réforme des retraites, il y a eu l'apparition d'un mouvement inédit : celui des gilets

jaunes. Est-ce que ce mouvement est un mouvement d'insubordination ouvrière ?

ROGER MARTELLI. Non. Je ne le pense pas. Mais on est tenu en réalité de penser en même temps les points communs et leurs distinctions entre les deux mouvements qui se sont succédé depuis la fin de 2018 : le mouvement des gilets jaunes et le mouvement de contestation de la réforme des retraites. Il y a du commun. Il serait absurde de l'ignorer. Il y a le sentiment d'une société qui devient de plus en plus injuste : c'est l'aspiration égalitaire, la contestation d'un ultralibéralisme débridé dont on sent qu'il est en train de faire éclater les sociétés en les ren-

dant invivables. Et c'est d'autre part, ce sentiment plus que fondé, qu'on se trouve dans une période paradoxale : ce libéralisme qui s'est longtemps revendiqué du libéralisme politique un peu mythique du 19^{ème} siècle s'accommode des démarches technocratiques, autoritaires et de plus en plus répressives...

Qu'est-ce qui fait que la gauche s'est montrée réservée sur la mobilisation des gilets jaunes. Elle a affiché un réel scepticisme...

ROGER MARTELLI. L'ensemble de la gauche ne s'est pas posée les bonnes questions. Je pense qu'on a beaucoup discuté de savoir si ce mouvement était positif, progressiste, ou s'il était au contraire réactionnaire et poujadiste. Je ne me pose pas le problème en ces termes. C'est un mouvement original justement parce qu'il ne s'inscrit pas dans une tradition installée. Il y a deux grandes différences : la première, c'est que c'est un mouvement de catégories parmi les plus précaires, les plus démunies, les moins pourvues de capital matériel ou symbolique. Qui se trouve dans une situation de relégation sociale et territoriale. C'est d'autre part un mouvement qui, à la différence des mouvements traditionnels ouvriers, avaient des objectifs bien assignés, un cahier de revendic-

ations précis. C'est un mouvement qui apparaît, dans ses demandes et propositions, peu structuré et qui a beaucoup de mal à déterminer réellement ce qu'ils remettent en cause. C'est un mouvement qui a remis en cause fortement de façon massive et exclusive le gouvernement et plus particulièrement le président des riches - qui le méritait bien, mais de ce fait, le système qui sert de soubassement à cette pratique est mis sous silence. C'est un mouvement dont on a vu que justement faut de cette tradition de contestation sociale globale, a beaucoup de mal à trouver des éléments unifiant - sinon le très hypothétique et très controversé référendum d'initiatives citoyennes. C'est un mouvement qui désarçonne. La question n'est donc pas de savoir ce qu'est ce mouvement puisqu'il est composite, à l'image de la société dans laquelle nous vivons : socialement, idéologiquement et politiquement composite. Ce qu'il faut essayer de comprendre c'est ce que cherche à exprimer ce mouvement et à partir de là, de réfléchir à quel type de réponse on peut lui apporter à l'échelle de la société.

Certains comparent les gilets jaunes au mouvements sociaux qui ont précédé l'arrivée au pouvoir de Salvini en Italie - avec le mouve-



ment des Fourches - et l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro en Italie. Contestation de la représentativité des élus - syndicats comme politique - et aussi contestation du clivage droite/gauche. Vous êtes d'accord avec cette analyse ?

ROGER MARTELLI. Le problème avec ce type de mouvement, et ça renvoie au fait que ces mouvements ne sont pensables que dans une période donnée et pas en eux-mêmes, c'est qu'ils peuvent conduire politiquement dans des directions totalement opposées. Ou bien on part de cette colère pour essayer d'orienter cette colère vers la remise en cause non pas d'un individu ou la remise en cause de la caste ou l'élite, mais la remise en cause d'un système qui

repose sur le tryptique exploitation/domination/aliénation. Ou bien à partir de ce mouvement, qui est un mouvement de colère, une colère qui se dirige non pas vers un système mais vers on ne sait quoi. Ce qui est toujours possible c'est que cette colère s'oriente vers des cibles incertaines, des boucs émissaires ; que cette colère provoque moins de la combativité que du ressentiment et dans ce cas-là le problème c'est que le ressentiment, historiquement, a été un des ressorts de l'adhésion de masse au fascisme dans toute une série de pays. Je pense que c'est ce qui s'est produit en Italie. Ça n'est pas un hasard si le développement des mouvements de contestation qui ont été rapprochés des gilets jaunes, s'est produit à un moment donné ou la gauche

italienne s'est retrouvé dans un état de désagrégation totale laissant la place aux solutions ambiguës du mouvement cinq étoiles et de La Ligue, cette droite radicalisée italienne.

Aujourd'hui gilets jaunes, syndicats et mouvement social se confondent dans la mobilisation contre les retraites. Peut-on parler de forces et de limites de ces deux expériences ?

ROGER MARTELLI. Ce sont des expériences qui nous disent des choses différentes. Les gilets jaunes nous disent qu'une société dans laquelle on intériorise le fait qu'une grande partie de la population, notamment des catégories populaires, se trouvent dans des situations de précarité extrême, d'un dénuement matériel et symbolique ; se retrouvent relégués soit dans des ghettos à l'ancienne soit le ghetto des lotissements de la France dite périphérique - même si je n'aime pas ce terme. Quand une société s'accoutume à cette réalité, ça produit les conditions d'un embrasement social et d'un déséquilibre social et donc d'un mal-vivre généralisé. C'est ce que nous disent les gilets jaunes. Ce qu'ils disent aussi c'est qu'il y a quelque chose qui ne fonctionne pas sur le terrain des institutions publiques - la démocratie ne fonctionne

« ce libéralisme qui s'est longtemps revendiqué du libéralisme politique un peu mythique du 19^e siècle s'accommode des démarches technocratiques, autoritaires et de plus en plus répressives... »

« le mouvement ouvrier est mort mais on peut se réjouir que le syndicat se soit retrouvé dans une position centrale, et notamment la CGT qui, dans le monde syndical, incarne une force qui se situe à la fois sur le terrain de la radicalité et du réalisme syndical par la négociation »

pas bien. Voilà plus de 30 ans que l'abstention monte pour atteindre des pourcentages qui se rapprochent du modèle américain c'est-à-dire la moitié d'une population qui ne vote pas et jusqu'à présent, petit à petit, on s'est accoutumé. Le mouvement des gilets jaunes dit que des institutions qui fonctionnent avec la mise à l'écart du peuple théoriquement souverain, ça n'est pas vivable. Ils disent aussi que les institutions traditionnelles, qui ont été celles de la contestation politique et sociale, celle du mouvement ouvrier, ces

organisations ont perdu de leur utilité sociale de ce qui faisait que pendant des années et des années ils ont représenté les catégories populaires et apporté de l'espérance et permis d'agir comme un peuple politique. Les gilets jaunes ont été une force d'interpellation extraordinaire. Les gilets jaunes partent de l'idée qui est juste et positive qu'on ne peut plus penser la représentation sur le modèle de la délégation de pouvoir. On ne peut plus se contenter de désigner de temps à autres des élus, des représentants, des mandataires et de les laisser agir à la place des individus eux-mêmes. Il y a eu dans ce mouvement des gilets jaunes le désir de prendre la parole, de devenir des acteurs publics, reconnus et pas méprisés.

Vous avez le sentiment que les syndicats – et notamment la CGT qui est en première ligne dans la contestation contre la réforme des retraites – ont entendu cette interpellation des gilets jaunes ? Quand on voit Philippe Martinez sortir de sa zone de confort syndical et se mettre aux côtés d'hommes et de femmes politiques, signer des tribunes avec des ONG comme Greenpeace ou ATTAC, peut-on dire qu'il se passe quelque chose du côté des syndicats ?

ROGER MARTELLI. Des signes me semblent avoir été envoyés dans cette direction et je pense qu'ils sont encourageants. Il faut néanmoins faire attention à une chose : le mouvement des gilets jaunes exprime son désir d'autonomie. Cela se structure avec un concept que je juge intéressant mais inconsistant : l'auto-organisation. Mais les gilets jaunes ont montré que ce désir d'auto-organisation ne suffit pas parce qu'au bout du compte, le problème de ce mouvement qui refuse les structures trop contraignantes, les figures représentatives et toutes les logiques des corps intermédiaires, s'est retrouvé dans l'incapacité de se structurer dans la longue durée. On pourrait se dire finalement que le mouvement des retraites, comme je l'ai lu et entendu parfois, que les syndicats ne sont pas finis et qu'on a besoin de structures. Personnellement, j'ai toujours été dérangé par ce type d'assertion. D'abord parce que je n'ai jamais considéré que le mouvement syndical était fini : le mouvement ouvrier est mort mais on peut se réjouir que le syndicat se soit retrouvé dans une position centrale, et notamment la CGT qui, dans le monde syndical, incarne une force qui se situe à la fois sur le terrain de la radicalité et du réalisme syndical par la négociation, c'est-à-dire le rapport de forces pour obtenir des avancées concrètes.

On peut s'en réjouir mais il serait dangereux de s'en contenter et de dire que c'est le grand retour des syndicats. Un clou ne doit pas chasser l'autre : ce n'est pas parce que le mouvement syndical se trouve au centre de la dynamique sociale actuelle et qu'il montre sa capacité de mobilisation dans la durée et en nombre (plus que le mouvement des gilets jaunes pourtant déjà assez spectaculaire) qu'il faudrait oublier désormais les longues décennies qui ont vu petit à petit le mouvement syndical perdre pied, s'affaiblir dans ses structures et perdre dans son image auprès de la population, y compris des catégories populaires et de la population salariale. Il ne faut pas oublier que si une structure veut continuer quelque chose, cela suppose de repenser de façon radicale les modes de fonctionnement, d'organisation et de construction de la dynamique et du rapport entre collectif et individus.

Est-ce que, ce que vous êtes en train de dire, c'est qu'on fait face, pour la première fois peut-être dans l'histoire, à une déconnexion entre la combativité sociale qu'on observe tous les jours avec à la fois les gilets jaunes et le mouvement contre la réforme des retraites, et l'absence d'une perspective politique ?

ROGER MARTELLI. C'est un risque énorme et inédit. Jusqu'à présent, toutes les grandes mobilisations sociales se sont, d'une manière ou d'une autre, rattachées à une dynamique politique plutôt du côté de la gauche : en 1936, la grève suit la victoire électorale du Front Populaire. En 1968, certes aux élections législatives de juin, le résultat n'est pas bon mais si on prend la période qui va de 1965 à 1981, on se rend compte que le mouvement de 1968 s'insère dans une période d'augmentation de la population ouvrière, de baisse de l'abstention et d'expansion de la gauche. Et en 1995, deux ans plus tard, la gauche plurielle arrivait au pouvoir. Le problème aujourd'hui, c'est que l'on se trouve dans un contexte complètement différent : si on regarde à l'échelle planétaire, on constate que l'on est dans une période de blocage voire de régression démocratique. Nous sommes dans une période d'incertitude où la mondialisation n'est qu'un jeu cynique de rapports de pouvoir entre puissances et qui crée de l'instabilité. La polarité des inégalités crée de l'instabilité sociale. Le climat de violences planétaires avec la montée des états de guerre internes et externes crée de l'inquiétude. Nous sommes confrontés à une multiple crise : l'échec du soviétisme, l'essoufflement de l'Etat-providence qui

avait fait la force de la social-démocratie et l'érosion des images traditionnelles du progrès harmonieux et vertueux par les perversions de la science et plus encore par l'épouvantable crise environnementale et climatique dans laquelle nous sommes plongés. Ainsi, à l'échelle planétaire – mais c'est vrai aussi en France –, la colère sociale, le refus des inégalités et le désir de quelque chose d'autre ne se raccordent plus à de grandes représentations projectives et optimistes de l'avenir social. La colère devient donc plutôt du ressentiment et non plus de la combativité contre un système aliénant... et ceux qui profitent de cette mécanique, ce sont des droites extrêmes quand ce n'est pas des extrêmes droites héritières des fascismes du XXe siècle. Ainsi, les gilets jaunes et la mobilisation contre la réforme des retraites disent des choses formidables sur les possibilités de contester un système mais pourraient très bien se raccorder, non pas à une progression démocratique et sociale comme ça a été le cas dans le passé, mais à une régression démocratique et, à terme, une régression sociale.

Nous aimerions revenir sur l'expérience de la gauche plurielle en 1997 parce qu'on voit bien qu'aujourd'hui, la gauche cherche à construire

«il n’y a pas de dynamique de gauche possible ou de traduction politique de la colère du mouvement social si on lâche la question du projet émancipateur»

une alternative. Chez les militants et les sympathisants, tout le monde en appelle au rassemblement. Est-ce qu’il n’y a pas un paradoxe entre cette recherche d’unité et les hommes et les femmes politiques qui nous expliquent qu’il ne faut pas une addition des étiquettes parce que ça ne marche plus comme ça ? Pourquoi le terme de gauche plurielle est aujourd’hui devenu un gros mot ?

ROGER MARTELLI. L’expression de gauche plurielle est associée à une expérience qui s’est traduite par l’un des plus formidables camouflets que la gauche ait jamais reçu dans tout le XX^e siècle : un second tour Chirac – Le Pen, la droite gouvernementale contre l’extrême droite, la gauche étant réduite au statut de spectateur. Nous sommes prisonniers de notre passé : on vit la construction politique d’une manière qui reste structurée par ce qui a été la grande force de la gauche française depuis plusieurs décennies. La gauche française au XX^e siècle a été dominée par le modèle du Front Populaire qui a servi de point de repère pour les socialistes et les communistes. C’est ce modèle qui, dans les années 1960, est repris par le Parti communiste dans sa référence à l’union de la gauche autour d’un programme commun. A l’époque, ce modèle qui, aujourd’hui, est considéré, selon les cas, avec nostalgie ou avec beaucoup de résistance, ne manquait pas de dynamique politique : le projet de l’union de la gauche disait que l’on était dans une période de transformation du capitalisme avec la concentration des énormes monopoles et une population salariale dominée qu’il fallait rassembler (saliariés, ouvriers...) autour d’un programme keynésien qui restait le cadre de l’économie marchande

capitaliste avec une forte inflexion, par l’intermédiaire d’une régulation de l’Etat, vers plus de protection, de redistribution et de participation aux décisions. L’idée était, pour la gauche, d’arriver au pouvoir, de changer les choses positivement, de faire la démonstration qu’on pouvait faire autrement qu’avec l’accumulation désordonnée et qu’on pouvait aller vers une rupture systémique plus importante. Le problème, c’est que ce modèle était adapté à la période des Trente Glorieuses, c’est-à-dire avec un capitalisme qui avait accepté des compromis avec la puissance publique notamment au niveau de la régulation et de la redistribution dans un cadre encore structuré nationalement. Mais ce modèle ne peut plus fonctionner aujourd’hui : nous n’avons plus ce groupe central qui est encore au cœur de l’alliance de classes ouvrières et les couches dites non monopolis. Or, nous de la gauche : celle dont il a été pensé en continu entre 1934 et 1981. Il faut que l’on se dise que nous sommes dans une autre période.

C’est ça qu’a compris Jean-Luc Mélenchon ? Son discours sur la construction d’un mouvement avec eux et le nous, la construction d’un discours populiste de gauche... C’est la bonne stratégie ?

ROGER MARTELLI. Je n’ai pas attendu Jean-Luc Mélenchon pour faire la critique de cette représentation de la gauche dont je viens de dire ce qui a été sa force propulsive. La distance que je peux prendre avec le modèle du Front Populaire ne veut pas dire que je méprise ce modèle. Mais force est de constater qu’il ne peut plus être le nôtre parce que l’Etat n’a plus la même puissance régulatrice, parce que le peuple n’est plus ce qu’il était, parce que les aspirations à être à la fois soi-même et solidaire de tous les autres ne sont plus celles qui nous plaçaient à l’intérieur de communautés dans lequel l’individu avait tendance à disparaître devant les intérêts du groupe. Il faut donc savoir par quoi on remplace ce modèle... Et il y a un problème que je ne permets d’énoncer sans acrimonie mais parce que l’on doit avoir un débat démocratique : je ne pense pas que la réponse du populisme soit une alternative pertinente au vieux modèle de l’union de la gauche. D’abord parce qu’il s’agit d’une représentation du conflit que je juge simplificatrice. Cela s’inscrit dans une représentation agonistique, c’est-à-dire qu’il combat les idéologies du consensus mou qui relieraient les démocrates de toutes obédiences, de droite comme de gauche – et ça, c’est assez juste. Mais en se structurant autour de l’opposition entre

un eux et un nous, un haut et un bas, un peuple et une élite, ça met en position seconde ce qui en fait précisément la coupure : cela renvoie à l’idée qu’il faut considérer comme moins important la remise en cause du système qui produit la séparation entre les deux. Cela crée donc une confusion sur les objectifs du combat. Par exemple : s’il y a uniquement le combat du nous contre le eux, cela peut justifier toutes les alliances... Dès l’instant où quelqu’un est anti-libéral et non plus alter-démocratique et anti-libéral, on peut considérer que c’est un allié puisque l’on combat le même adversaire. Certains le disent en ces termes et l’on même montré à plusieurs reprises dans la dernière période – même si ce n’est pas le cas de Jean-Luc Mélenchon. Par ailleurs, à partir du moment où l’on évacue ces dimensions de conflits de projet de société, au bout d’un moment, je crois qu’il y a le risque que, dans l’opposition du eux et du nous, ce que l’on valorise, c’est justement la colère indifférenciée au nom du fait que l’on serait dans un moment destituant dans lequel peu importe qui critique. Or, je pense que si le travail de critique n’est pas raccordé à de l’alternative de société avec des formes de rassemblement politique cohérent avec le projet que l’on porte, le moment destituant, c’est-à-dire finalement, l’agglomération des

refus, risque de ne nous amener que vers le ressentiment, donc vers l’extrême droite. Dans la concurrence entre le populisme de gauche et le populisme de droite, il n’y en a qu’un seul en état de rassembler.

Est-ce que vous êtes optimiste quant aux chances de la gauche de la gauche de se doter d’une alternative pour 2022 ou même en dehors de toute considération électorale ?

ROGER MARTELLI. Nous-mêmes, à ATTAC, nous sommes le fruit de mouvements sociaux. Le mouvement altermondialiste est né en France après les grèves de 1995 où les mouvements sociaux étaient très forts. Il y a une continuité : le mouvement altermondialiste se renouvelle – et j’en veux pour preuve que plein de militants d’ATTAC se sont retrouvés chez les gilets jaunes autour des revendications de justice sociale et fiscale. Pour nous, il n’y a pas d’un côté le mouvement climat et les gilets jaunes et de l’autre, le mouvement altermondialiste. Il y a des liens entre tous ces mouvements ce qui fait que les gilets jaunes se sont rapidement retrouvés autour des questions de justice sociale, fiscale et environnementale. Au niveau international, c’est autre chose : on a un problème. On a eu

«si chacun reste chez soi, c'est Marine Le Pen qui va prendre le flambeau de la colère sociale et de la contestation»

l'âge d'or du mouvement altermondialiste international avec les forums sociaux mondiaux, les forums sociaux européens... et une énorme dynamique de convergence et d'échanges entre les pays et entre les régions. Et c'est cette dynamique que l'on a perdue. Et pourtant, il y a tous ces mouvements au Chili, à Hong Kong et ailleurs qui montrent bien qu'il y a une effervescence.

Est-ce que vous diriez que l'altermondialisme souffre d'un problème de crédibilité ?

ROGER MARTELLI. L'histoire ne donne pas de leçon mais je pense que l'on peut partir d'un

certain nombre de constat. Sur l'optimisme et le pessimisme, je reste fidèle à l'expression de Romain Rolland reprise par Antonio Gramsci : « pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté. » Et ce n'est pas qu'une formule : il y a les éléments pour construire une alternative à l'ordre existant et pour la traduire sur le terrain du rassemblement politique avec l'idée qu'il faut tenir l'équilibre entre l'objectif et la nécessité de constituer des majorités. Il n'y aura pas de transformation sociale ou d'alternative démocratique au désordre existant sans majorité politique pour la conduire. C'est ça la base de mon optimisme. Mais il faut savoir, à un moment donné, comment on y parvient – et c'est là qu'il y a souvent problème. Nous sommes dans un paysage politique éclaté comme l'en témoignent la présidentielle, les législatives et les européennes... et je ne parle même pas des municipales à venir qui n'arrangeront rien au panorama général. Dans cette situation éclatée, une chose m'inquiète : il fut un temps où la gauche pouvait s'adosser à des récits et à des projets d'émancipation. Or, aujourd'hui, il n'y a que deux grands récits qui dominent l'espace public : d'un côté, un grand récit, c'est-à-dire une manière de se représenter les dynamiques sociales, qui dit qu'il n'y a pas d'avenir en dehors du couple flexibilité –

compétitivité. C'est le discours de notre président des riches et de la droite qu'il représente de plus en plus. Et de l'autre côté, il n'y a qu'un discours qui est audible populairement, c'est celui qui relie la protection et la clôture : on est menacé donc il faut se protéger et accepter de fermer, c'est-à-dire considérer qu'il y a des ennemis qu'ils soient intérieurs ou extérieurs. Je pense que si on en reste là, la gauche est morte car ce que laisse à l'écart l'opposition entre ces deux projets, c'est la question de l'émancipation. Or il n'y a pas de dynamique de gauche possible ou de traduction politique de la colère du mouvement social si on lâche la question du projet émancipateur. Et un projet, ce n'est pas un programme. Ce n'est pas en additionnant des programmes comme on sait le faire qu'on fait un projet. Un projet, c'est un imaginaire, une manière simple et populaire de dire comment une société peut être vivable pour tous quel que soit leur origine, leur race... Or, en tant que tel, ça n'existe plus aujourd'hui parce que l'espérance est érodée, parce qu'il y a eu trop d'échecs au XX^e siècle et trop de perversions de l'idée émancipatrice. Et pourtant, il ne faut pas renoncer. D'abord parce qu'il y a des choses qui se font : je suis frappé par la masse d'articles et de livres qui paraissent qui sont autant d'éléments for-



midables pour penser un projet d'émancipation. Je sens dans la société un appel à ça. Je constate qu'il y a des forces qui en appellent à ça via des tribunes avec des syndicalistes éminents, des responsables d'association, des hommes et des femmes politiques, pour donner au mouvement social le souffle d'une perspective. Mais cela n'existe pas dans l'espace politique. La gauche qui doit construire ce projet, c'est des partis mais pas uniquement. Il faut que des responsables

d'association, des militants syndicaux, des intellectuels, des militants de partis participent à cette construction. Et pour l'instant, il n'y a pas d'espace, pas de lieu pour faire cela. Tout à l'heure, on disait que la force du mouvement ouvrier, c'était l'articulation des domaines mais pour l'instant, nous en restons malheureusement soit au vieux modèle de la subordination du social au politique, soit au modèle de la séparation. Le problème, c'est que si chacun reste chez soi, c'est

le flambeau de la colère sociale et de la contestation – et l'on sait vers quelle catastrophe cela peut conduire. Mais nous avons les moyens de ne pas accepter cette fatalité mais à condition de se mettre au travail en laissant de côté les faux-semblants : il ne s'agit pas uniquement d'écrire de belles tribunes mais de travailler à reconstruire un projet d'espérance dans la diversité et la convergence.

◆ **ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE JACQUEMAIN ET PABLO PILLAUD-VIVIEN**

DÉCONSTRUISONS LES PRÉJUGÉS...

PRÉJUGÉ NUMÉRO 1 LA GAUCHE N'A PLUS D'IDÉE

Des gens de gauche ont des idées. La gauche manque d'idées... et pourtant, il est possible de se constituer un corps partagé de références qui nous permettent de reprendre la voie de la dynamique et de la transformation sociale. La gauche a les moyens d'avoir des idées, en tant que telle. Comme gauche, dans sa structuration globale, elle n'est pas encore arrivée au bout du chemin.

PRÉJUGÉ NUMÉRO 2 LA GAUCHE ET LA DROITE, C'EST DU PAREIL AU MÊME

Faux. La différence entre la gauche et la droite, c'est une grande force dans la structuration du paysage politique. Alors même que cette différence est contestée, elle continue de le structurer : on l'a bien vu avec l'évolution d'Emmanuel Macron, le président des riches, qui est parti d'un ni droite ni gauche, qui a réussi, sur cette base, à rassembler une grande partie de la droite et une petite partie de la gauche, et se retrouve à être un président de droite comme les autres. La gauche et la droite existent et c'est une chance parce que ce qui structure le conflit de la gauche et de la droite, c'est la question de l'égalité. Si l'on abandonne cette question, c'est la question de l'identité qui va primer comme le veut l'extrême droite depuis les années 1970 avec Alain de Benoist. Je préfère revaloriser le conflit de la gauche et de la droite, c'est-à-dire revaloriser le combat pour la liberté – ou plutôt pour l'égaliberté.

PRÉJUGÉ NUMÉRO 3 LES SYNDICATS NE FONT PAS DE POLITIQUE

Au sens institutionnel, cela renvoie à l'idée que nous sommes dans une tradition occidentale – et pas uniquement française – qui repose sur la distinction des fonctions. Si on a comme conception de la politique, la politique institutionnelle, les syndicats n'ont pas pour fonction la représentation politique. Mais si on parle non pas de la politique mais du politique, c'est-à-dire du lieu où l'on débat de la cohérence des sociétés, de leurs dynamiques et de ce qui permet de vivre ensemble, les syndicats sont parties-prenantes du politique. Et même : ils ont une part particulièrement forte dans la définition de ces questions puisqu'ils sont en relation avec le salariat qui est lui-même une composante non-négligeable du peuple contemporain.

PRÉJUGÉ NUMÉRO 4 LE COMMUNISME, C'EST 100 MILLIONS DE MORTS

Ce chiffre est issu des comptabilités sordides qui font discuter les historiens mais qui intéressent beaucoup plus les politiques, notamment à l'échelle européenne. Les historiens ont pour habitude de se méfier des simplifications, notamment concernant le communisme en général, qui remonterait à Platon. Les historiens savent que le communisme est une vieille idée, d'abord centrée sur les idées d'égalité et d'émancipation. Ils savent aussi qu'à partir du XIX^e siècle, il y a des communismes voire des communismes socialistes qui s'inscrivent dans cette grande lignée mais la structurent autour de



l'œuvre de Karl Marx qui donne le coup d'envoi du communisme moderne. Il y a un communisme du XX^e siècle qui, malheureusement, a été dominé par la figure du stalinisme. Si comptabilité il y a à faire, ce n'est pas celle du communisme en général mais d'un certain nombre de communismes installés au pouvoir dans un contexte particulier qu'en règle générale, les simplificateurs de la critique du communisme ont décidé de passer sous silence.

en particulier dans nos pays qui consomment beaucoup trop de viande. Je veux le répéter : je ne suis absolument pas contre l'élevage mais je suis pour d'autres formes d'élevage avec de la viande payée beaucoup plus chère mais qui soit de qualité et respectueuse de l'environnement. Et les prix plus élevés, ça ne veut pas dire la mort des éleveurs mais au contraire, des éleveurs qui vivent mieux et plus en lien avec l'environnement.

ENTRETIEN À RETROUVER SUR [YOUTUBE](#)